

Burundi : Vers la fermeture pure et simple de trois radios privées

@rib News, 12/11/2011 Un agent du Service national de renseignement (SNR) burundais a révélé, sous couvert d'anonymat, l'existence d'un plan de fermeture de trois radios privées de Bujumbura, à savoir RPA, Isanganiro et FM, quelques jours après les révélations d'Innocent Ngendakuriyo alias Nzarabu sur la complicité de certains officiers de la police et officiels de l'administration dans le carnage de Gatumba. « Ces trois radios doivent être fermées sans doute car elles sont un obstacle dans les projets du gouvernement » a raconté l'agent du SNR, les services secrets de la police présidentielle burundaise.

Une autre raison avancée dans la décision de fermeture de ces radios privées de Bujumbura est, selon cet officiel du SNR, la collaboration présumée entre ces radios et l'opposition burundaise. « Nous sommes sûrs que vos financements viennent de l'opposition et surtout de l'ADC-Ikibiri » a raconté cet agent à un journaliste du privé, ajoutant que la Justice de documents sur l'origine des financements de ces radios s'inscrit dans le cadre de savoir si oui ou non l'ADC-Ikibiri financerait les médias privés. « On ne peut pas non plus accepter que les radios proches du pouvoir s'attaquent l'une après l'autre, suite au manque de financement, alors que celles de l'opposition fonctionnent » a-t-il déclaré à l'agent de la documentation. Pour rappel, les trois radios avaient été convoquées par le substitut du procureur en mairie de Bujumbura et se sont vues sommer de fournir l'origine de leur financement ainsi que leurs statuts de fonctionnement. Le directeur de la RPA, entendu par le substitut du procureur, lui a demandé d'aller consulter les statuts dans les archives du ministre de l'Intérieur, qui a agréé ces radios. Quant à l'origine des financements des radios privées, la RPA a signifié que si la justice ne précise pas le pourquoi de cette demande, il ne sera pas possible aux radios concernées de les fournir. On aurait pu croire que ces radios étaient dans le collimateur du pouvoir parce qu'elles avaient tenu le micro de présumés de l'attaque de Gatumba, qui ont mis en cause la responsabilité des services de sécurité dans ce carnage. Mais, cet agent des SNR a affirmé que le plan de fermeture des trois radios avait été concoqué depuis longtemps, avant même les attaques de Gatumba et le montage d'une fouille-persécution au campus Mutanga ayant entraîné la mort de deux étudiants. Trois radios privées dans le collimateur du Conseil national de sécurité Le Conseil national de sécurité du Burundi accuse certains médias d'avoir exagéré dans leurs commentaires sur les massacres de Gatumba. Selon un communiqué publié vendredi tard la nuit, le Conseil national de sécurité demande des sanctions de redressement à contre certains médias burundais qui ont, selon lui, décrié la justice burundaise. Tout en reconnaissant que tous les médias avaient respecté le mois de black-out total décrété par le gouvernement pour laisser la justice faire des enquêtes sur les massacres de Gatumba, le Conseil national de sécurité souligne qu'un certain nombre de médias ont diffusé des commentaires alors que le dossier était toujours au stade pré-juridictionnel. Cela confirme la crainte de représailles du pouvoir contre les radios Isanganiro, Bonesha FM et RPA, pouvant même aller jusqu'à leur fermeture. Entre temps, les informations recueillies par certains détenus dans l'affaire de Gatumba ont donné d'autres révélations sur l'attaque de Gatumba, il y a quelques jours. Les policiers détenus dans le dossier de Gatumba tiendraient des informations allant aussi dans le sens de celles divulguées par Innocent Ngendakuriyo, alias Nzarabu, détenus lui aussi dans l'affaire d'assassinat de 39 personnes à Gatumba, le 18 septembre 2011. Selon notre source, les agents de sécurité qui étaient en poste à l'attache le jour de cette attaque à Gatumba, posséderaient des informations sur le présumé de leurs services dans ce qui s'est passé à Gatumba. [JMM]